

Zeitschrift: Anthos : Zeitschrift für Landschaftsarchitektur = Une revue pour le paysage
Herausgeber: Bund Schweizer Landschaftsarchitekten und Landschaftsarchitektinnen
Band: 44 (2005)
Heft: 3: Alltagslandschaften = Paysages ordinaires

Rubrik: Schlaglichter = Actualités

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schlaglichter · Actualités

■ TEILREVISION DES RAUM- PLANUNGSRECHTS

Das schweizerische Raumplanungsrecht (RPG und RPV) wird seit 1998 in mehreren Etappen revidiert. Für das Bauen in der Landwirtschaftszone werden ständig neue Ausnahmen gewährt und mit parlamentarischen Vorstössen eingefordert. Die neueste Vorlage des Bundesamtes für Raumentwicklung (ARE) will neben weitergehenden Umnutzungen bestehender Bauten auch Neubauten und bauliche Erweiterungen für nicht landwirtschaftliche Zwecke zulassen (Nebengewerbe, Biomasseverwertung, Hobbytierhaltung). Zudem sollen Gewächshäuser (innere Aufstockung) leichter denn je irgendwo im Feld erstellt werden können. Mit jeder angebotenen Nutzung werden die Baugrenzen weiter geöffnet, die Kulturlandschaft banalisiert und damit die Landwirtschaftszone mit ihren über 540 000 Gebäuden zu einer speziellen Bauzone für Nicht-Landwirte auf billigem Boden. Die SL verlangt flankierende Massnahmen zum Schutz der weiteren Überstellung der Landwirtschaftszone. Hierfür soll erstens eine Befristung von Baubewilligungen eingeführt werden, damit Gebäude nach Beendigung der Nutzung auch wieder abgerissen werden können. Zweitens wird eine Mehrwertabschöpfung verlangt für nicht landwirtschaftliche Bautätigkeiten im Landwirtschaftsgebiet. Umnutzungen und Neubauten für die Hobbytierhaltung sind zudem nur mit höchsten Tierschutzauflagen und einem ökologischen Leistungsnachweis zuzulassen. Die Streichung der flächenmässigen Begrenzung der inneren Aufstockung (5000 Quadratmeter) wird von der SL abgelehnt; es soll wie bisher für grössere Gewächshausanlagen eine Planungspflicht gelten, um eine ungerichtete Verbauung der

Landwirtschaftszone zu vermeiden. Schliesslich soll der Begriff «betriebsnahes landwirtschaftliches Nebengewerbe» als produktionsnah definiert werden, damit der Bezug zur Landwirtschaft noch gegeben ist. Mit der neuen RPG/RPV-Revision droht das Raumplanungsrecht weiter zur Makulatur zu werden. Der Vorschlag des ARE, die Kantone könnten gegenüber der bundesrechtlichen Deregulierung selber einschränkende Bestimmungen erlassen, wirkt hilflos und naiv. Diejenigen Kantone, die sich bisher um eine sorgfältige Handhabung bemühten, geraten damit unnötigerweise unter politischen Druck. Bei der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (SL), Bern, können die zur Vernehmlassung formulierten Vorschläge im Einzelnen eingesehen werden. Raimund Rodewald, Geschäftsführer SL.

■ FIFA- UND UEFA-WETT- BEWERBE AUF KUNSTRASEN

Die FIFA und UEFA haben gemeinsame Qualitätsanforderungen entwickelt, damit ab 2005/06 Fussballspiele in FIFA- und UEFA-Wettbewerben auf Kunstrasen ausgetragen werden können. Auch der Schweizerische Fussballverband steht Kunstrasen grundsätzlich positiv gegenüber. Kunstrasen-Allwetterplätze sind etwa 50 Prozent teurer als vergleichbare Naturrasenanlagen, können jedoch 30 bis 45 Spielstunden pro Woche genutzt werden, zwei- bis dreimal mehr als Naturrasen-Spielfelder. Die Qualität der Flächen ist in den letzten Jahren deutlich verbessert worden (Weichheit, Ballverhalten, Hautverbrennungen). Auch Umweltauflagen wurden speziell für diese Plätze definiert. Bedenkt man die somit möglich gewordene Flächeneinsparung, können die Kunstrasenflächen auch unter ökologischen Gesichtspunkten akzeptiert werden.

■ DE LA NÉCESSITÉ DU DROIT DE RECOURS

Onze organisations environnementales ont évalué l'ensemble de leurs recours traités en 2004. Dans 78 pour cent des cas, la nature en a profité car les projets de constructions ont été jugés non conformes au droit. Deux tiers des 208 objets ont été réglés au niveau communal déjà. Les chiffres révèlent la valeur du droit de recours comme moyen complémentaire à l'application du droit environnemental. La pesée des intérêts entre la nécessité de développer de nouveaux projets économiques et la protection de la nature doit, selon la législation en matière de protection de la nature et de l'environnement, être soigneusement effectuée. En Suisse, les investissements annuels dans la construction s'élèvent à 45 milliards de CHF, 100 000 autorisations de construire sont délivrées. Les autorisations bloquées par les recours des organisations de protection de la nature et de l'environnement ne dépassent pas 1 sur 1000 (104 recours pendants). Seul quatre pour cent des cas ont été traité par le Tribunal fédéral. L'utilisation parcimonieuse et judicieuse du droit de recours reste un principe de base. Le taux de succès élevé montre que les décisions des autorités n'ont pas toujours été conformes au droit, et certaines décisions prises suite aux interventions des organisations environnementales rappellent leurs devoirs à des autorités parfois défaillantes. Le bilan montre que le droit de recours est utilisé avec retenue et efficacité au bénéfice de notre cadre de vie.

Christof Dietler,
contact@droit-de-recours

■ DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET L'OURS POLAIRE

L'effondrement d'énormes pans de la plate-forme glaciaire de Larsen-B dans l'Antarctique au cours des dix

dernières années, liés au réchauffement des océans, est le plus important depuis au moins dix mille ans, selon une étude parue récemment dans la revue britannique «Nature». En janvier 1995 et en février 2002, cette plate-forme a connu deux effondrements majeurs dans sa partie nord, qui s'est fragmentée en icebergs. Le second couvrait 3250 kilomètres carrés, soit une surface plus vaste que le Luxembourg. De tels effondrements n'avaient jamais été enregistrés au cours de l'actuelle période interglaciaire, soit lors des derniers dix mille ans, souligne dans «Nature» l'équipe du «Hamilton College» de Clinton (l'Etat de New York). Le réchauffement planétaire est plus prononcé dans la péninsule Antarctique, sur la mer de Wedell, que partout ailleurs en Antarctique même, et sur le reste de la planète. Ainsi, la plate-forme glaciaire de Larsen-B a perdu, ces dernières années, une surface totalisant quelque 12 500 kilomètres carrés. Ces effets du réchauffement climatique menacent à long terme la survie d'un des plus grands carnivores terrestres et symbole de l'Arctique, l'ours polaire. C'est en effet sur la banquise que les ours blancs trouvent leur plat préféré, les phoques. Ils font leurs réserves en nourriture entre avril et mi-juin avant que la fonte des glaces ne les oblige à revenir sur la terre ferme, où ils jeûnent plusieurs mois. Le réchauffement climatique a pour effet de réduire cette période cruciale à leur survie. Le WWF finance depuis 2002 un projet du «Norwegian Polar Institute» afin d'étudier l'adaptation de l'ours polaire aux changements climatiques (www.wwf.ca).

■ CONNAISSANCE GÉOLOGIQUE DES ALPES

A Villars-Gryon, entre Solalex, Anzeindaz et le Pas-de-Cheville, un sentier didactique original sur le thème de la géologie a vu le jour. Le but est «d'ouvrir au grand public le



livre de la formation des Alpes». La commission intercantonale «Sentiers à thèmes» des communes de Bex, d'Ollon et Gryon destine le projet à valoriser les richesses géologiques des Alpes vaudoises. Afin d'éviter de fournir trop de connaissances en l'espace d'une fréquentation, la commission a choisi de ne pas jalonner le chemin de panneaux indigestes, mais offre des indices numérotés et un fascicule complétant la «sacochette du géologue».

■ BEX & ARTS 2005

Le vaste parc de la propriété de Szilassy, situé sur un plateau au-dessus de Bex, est à nouveau le cadre naturel de la triennale de sculpture suisse contemporaine en plein air. Le site se distingue par sa beauté et son charme, ainsi que par sa plantation de vieux arbres. De plus, il offre une vue magnifique sur les montagnes environnantes. La triennale de sculpture contemporaine réunit tous les trois ans plusieurs dizaines d'artistes de toutes les régions de la Suisse. Cette 9^e édition comprend 59 œuvres de 63 artistes, invités par le comité de la Fondation Bex & Arts ou proposés par un jury. Un quart des artistes participe pour la première fois à cette manifestation d'importance nationale. Le charme de l'exposition, nommé «Le goût du sel», naît du mélange des différen-

tes techniques et matériaux, aussi bien que des principales tendances de la sculpture contemporaine réunies en un seul lieu. De nombreuses œuvres ont été créées spécialement pour cette occasion et pour un endroit particulier du parc. La rencontre entre l'art, l'environnement et le public est intense et l'expérience du spectateur unique. www.bexarts.ch

NOUS RECTIFIONS

Dans la rubrique «Actualités» du cahier 2/2005 (page 56) s'est glissée une erreur: Les deux plaquettes pour les éditions 2003 et 2005 de la manifestation «Les yeux de la ville» ont été publiées par le service de l'aménagement urbain de la Ville de Genève et non par le service de l'urbanisme. Des écrivains genevois et des photographes ont arpenté ces lieux éphémères. Par leur plume, ils nous invitent à les suivre, les yeux ouverts dans une promenade à travers ces petits bouts de ville.

■ RENAISSANCE VERGESSENER ZIERPFLANZEN

ProSpecieRara, die sich seit über 20 Jahren für die Rettung und den Erhalt von alten Nutzpflanzen und Terrassen einsetzt, und die Stadtgärtnerei Bern haben gemeinsam einen Garten mit

Œuvre d'Olivier Estoppey
«Le jour des larmes»,
Bex & Art 2005. La triennale
de sculpture suisse
contemporaine en plein air
peut être visité jusqu'au
25 septembre.

Photo: Stéphanie Perrochet

historischen Zierpflanzen angelegt. Neben alten Nutzpflanzen-Sorten sind heute zunehmend auch Zierpflanzen, wie Sommerblumen und Stauden, vom Aussterben bedroht. Durch die züchterische Vielfalt gibt es eine grosse Anzahl solcher Zierpflanzen. Jede Epoche ist von bestimmten Vorlieben geprägt. Viele sind heute in Vergessenheit geraten und warten darauf, wieder entdeckt und bewahrt zu werden. Im neuen Schaugarten der Elfenau werden historische Zierpflanzen ausgepflanzt und gesichtet. Langfristiges Ziel ist es, den Zauber und die Gartenästhetik vergangener Zeiten wieder aufleben zu lassen. Ausgewählte Sorten sollen über die ProSpecie-Rara-Samenbibliothek, Märkte und Gärtnereien neu erhältlich gemacht werden.
Pro SpecieRara, 062 832 08 21

■ **«WAHLPRÜFSTEINE 2005»
DER PLANENDEN BERUFE IN
DEUTSCHLAND**

Zur Bundestagswahl 2005 wenden sich die deutschen Architekten, Ingenieure und Stadtplaner an die zur Wahl stehenden Parteien und ihre Kandidaten und bitten sie, zu den Forderungen für die kommende Legislaturperiode Stellung zu nehmen. Angesichts der gesamtwirtschaftlichen Bedeutung des Planungs- und Bausektors müssen die Rahmenbedingungen für die Arbeit der Architekten, Ingenieure und Stadtplaner angepasst werden. Die Planer wollen die Qualität der geplanten Umwelt zum Wohle der Bürger verbessern – doch dazu brauchen sie die Unterstützung von Parlament und Regierung. Die Wahlprüfsteine konzentrieren sich auf 12 Themenbereiche: Investitionsstau im Bausektor, Wohnungs- und Städtebaupolitik, Europäischer Binnenmarkt, Honorarordnung, Vergabe öffentlicher Aufträge, Planungswettbewerbe, Aus-

bildung, Bauforschung, öffentlicher Bauherr, Planungs- und Umweltrecht, Baukultur, Export von Planungsleistungen. Zu diesen Bereichen gibt es insgesamt 22 Forderungen. Die Wahlprüfsteine werden vom Bund Deutscher Landschaftsarchitekten BDLA gemeinsam mit zehn deutschen Planerverbänden und -kammern politisch vertreten.
www.bdla.de/download/wahlpruefsteine_2005.pdf

■ **DIE NEUE SEEUFERANLAGE
IN MEILEN**

Die Seeuferanlage vor der Umgestaltung war in den 1950er Jahren vom späteren Zürcher Gartenbauamtsleiter Pierre Zbinden geplant worden. Sie wies die typischen gestalterischen Merkmale dieser sogenannten «Wohngarten»-Epoche auf: subtile Natursteinverwendung in typischen Formaten, eine sehr vielfältige, teils «exotische» Gehölzverwendung, liebliche Kunstwerke. Davor war die Anlage wahrscheinlich jahrhundertlang ein Umschlagplatz für vom See her angelieferte Waren. Die 1950er-Jahre-Anlage war gealtert, manche Elemente waren verschwunden, andere teils störende hinzugekommen, Bäume waren wahllos verschnitten, vor allem aber hatte sich die Nutzungsart und der Nutzungsdruck auf die Anlage völlig verändert. Raderschall Landschaftsarchitekten wurde mit der Erneuerung beauftragt. Die Seeuferanlage sollte nicht radikal verändert, sondern subtil umgebaut werden. Die Geschichtlichkeit der Anlage bleibt weiterhin erkennbar, aber neuen Nutzungsansprüchen wird Rechnung getragen. Vorgefundene Elemente wie Natursteine und bestehende Bäume wurden aufgegriffen, weiterverwendet oder ergänzt. Insgesamt ist eine komplexe, gleichwohl gewöhnliche, identitätsstiftende Seeuferanlage für Meilen entstanden.

Der entsprechende Entwurfsansatz «gekiester Hafenplatz» stellt auch einen ökonomischen Umgang mit den zeitlichen und finanziellen Ressourcen der Gemeinde dar.

**Seeufer, Lärmschutzmauer,
Plätze und Wege...**

Die Mauer entlang der Seestrasse bildet, begleitet von einer Reihe geschnittener Kastanien, das Rückgrat der Seeuferanlage. Das am Zürichsee vertraute Thema der geschnittenen Bäume auf Uferplätzen wird fortgesetzt und ergänzt die bestehenden Baumgruppen im Löwengarten und am Fähranleger zu einer markanten Einheit. Im Inneren der Seeuferanlage bildet die erhöhte Mauer einen präzisen räumlichen Abschluss der Seeuferanlage und drosselt die Immissionen. Strassenseitig wurden, von einer vorgepflanzten Hecke verdeckt, technische Lärmschutzelemente eingelassen. Entlang der Ufermauer bildet der neue Holzsteg einen direkten Zugang zum Wasser und eine attraktive Sitz- und Liegegelegenheit, die über den See auskragt. Im Inneren der



Die Seeuferanlage Meilen von Raderschall Landschaftsarchitekten bietet ein identitätsstiftendes Gesamtbild und zahlreiche nutzerfreundliche Details.

Photos: Urs Walder



Anlage ergibt sich eine Raumabfolge aus Schiffsanlegestelle, offenem Kiesplatz und schattigem, auch als Festort geeignetem Baumplatz. Die bestehenden Natursteinpflasterbeläge werden beibehalten, saniert und in Bereichen ergänzt. Ein Wasserspiel, in dem Seewasser zirkuliert, gliedert die Anlage. Seine plastische Ausbildung stilisiert einen Wasserlauf mit Quelle, schnellem Beginn und ruhigem Unterlauf der akustisch und optisch erlebbar sein soll und zum Spielen einlädt.

Bäume

Die geschnittenen Kastanien bilden die Kulisse für die markanten Solitärbäume im Vordergrund. Die fünf Pappeln bleiben bestehen. Sie bilden zusammen mit der Kirche seit mehr als hundertfünfzig Jahren die unverwechselbare Silhouette von Meilen. Weiter bleiben die schönsten und wertvollsten Bäume aus der alten Anlage bestehen und werden in eine Gruppe besonderer Blütenbäume, Tulpen- und Trompetenbäume sowie immergrüner Magnolien integriert. Die räumliche Staffelung dieser Gehölze leistet auch den Blendschutz zwischen Sterneggquartier und Fähre.

■ EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION

Seventeen countries have now ratified the Convention and 30 signed it. Notable last year was the signing by the Ukraine. In June 2005 the Netherlands have decided to sign and ratify it, after being delayed by troubles with the EU Habitat and Birds Directives. According to the Ministry LNV, the Dutch landscape policy is fully in line with the ELC as 25 percent of the country is considered as «landscape of national importance». At the conference «Landscape, the trump card of Europe», organised

by the Government Advisor on Landscape, a manifesto from 25 Dutch NGO's and developers was presented. They ask the government to pay more attention to landscape in spatial planning policies and think a lot more has to be done to retain landscape quality in major projects at hand.
www.coe.int/EuropeanLandscapeConvention

■ EUROPEAN RURAL DEVELOPMENT POLICY

The EU Agriculture Council recently reached a political agreement on a Regulation on rural development support through the European Agricultural Fund for Rural Development for the next programming period (2007–2013). The regulation aims to allow the EU's rural development policy to move towards a more strategic approach, reinforcing it and simplifying its implementation. This will allow EU co-financing for rural development to focus on commonly agreed EU priorities for three policy axes, while leaving sufficient flexibility at Member State and regional level to find a balance between the sectoral dimension (agricultural restructuring) and the territorial dimension (land management and socio-economic development of rural areas). The regulation is the first step in the programming phase for 2007–2013. Now the national rural development strategies will translate the EU priorities to the national situation after stakeholder consultation, set core result indicators and demonstrate the complementarity of rural development programming with other EU policies, in particular cohesion policy. Given that the national strategy plan shall be a reference tool for preparing Fund programming and that it shall be implemented through the rural

development programmes we strongly recommend to participate in the preparations of the national/regional strategy. Important thematic and territorial priorities for rural development under each priority axis, including the main quantified objectives and the appropriate monitoring and evaluation indicators will be defined by the national strategy plan. Regional workshops about future rural development in Europe have proved to be very helpful for landscape architects in order to be prepared for new tasks and challenges. The IFLA-EFLA EU monitoring groups offers advice on this approach and is ready to share its experiences with national associations. Background information provides the document «Landscape Architecture and the future of European funding programmes. Recommendations about essential tasks and challenges on national and regional level for 2005». www.iflaonline.org and EU website on Rural Development: <http://www.europa.eu>.

■ NEW IFLA SECRETARY GENERAL

Radmila Fingerova is the new IFLA Secretary General. Based in Prague, she did the Mendel Agriculture and Forestry University landscape architecture course and graduated in 1981. Initially she worked at Flora Olomouc (a garden show organisation) through the 1980's and set up on her own in 1990. Recent projects have included sustainable rural development schemes and rehabilitation of the Central Park of the spa town of Podebrady and the Project River City Prague with US Architects KPF and Karen Cook. A member of the Czech Chamber of Architects since 1992 and of the Czech Landscape Architects (CZLA) since 1991, she has been chair

Die neuen Sitzstufen am Zürcher Lettenareal (oben). Biotopvernetzung nicht nur für Eidechsen: Drahtschotterkörbe, Asthaufen und neue Wiesenbereiche an der Böschung (Mitte). Auch das Restaurant Primitivo ist nun besser in das Naherholungsgebiet eingebunden (unten).



since 1996 and CZLA delegate to IFLA since 1997. She has served on flower show and floral juries and is a member of the editorial board of the Czech Journal «Garden-Park-Landscape». Her statement in the IFLA Newsletter included a commitment to work on and conclude the IFLA/EFLA «Coming Together» process. The new Secretary General has taken up her role and duties on 30 June 2005. The new contact address for IFLA Secretary General is: secgen@iflaonline.org (Source: IFLA Newsletter)

■ ZÜRCHER LETTENAREAL NEU GESTALTET

Die von den Landschaftsarchitekten Rotzler Krebs Partner GmbH geplante «sanfte Neugestaltung» des Lettenareals schafft ein urbanes, ökologisch wertvolles und von der Bevölkerung gut angenommenes Naherholungsgebiet mit verbessertem Zugang zum Wasser inmitten der Stadt.

Im Februar 2004 war die Verfüllung des stillgelegten Bahntunnels der SBB abgeschlossen, womit das Bahnunternehmen sein Zufahrtsrecht auf dem Lettenareal nicht mehr benötigte. Unter Einbezug von Quartier, Naturschutz, Politik und Verwaltung erarbeitete Grün Stadt Zürich ein Nutzungskonzept, welches die Beibehaltung der bisherigen Funktionen vorsah. Eine sanfte Renovation, keine grundlegende Umgestaltung war angestrebt. Das Areal wird als wichtiger Bestandteil des Biotopnetzes aufgewertet. Die Bahnschotter-Fläche für Eidechsen und Ruderalpflanzen blieb bestehen, neu wurde die Böschung gelichtet und wird nun als ungedüngte Wiese gepflegt, womit der ökologische Wert der Flächen auch als Biotop für die Zauneidechse erhöht wird. Für den Erholungsbereich wird eine Sitzstufenanlage, die von der Kornhausbrücke bis zu Beginn der Liegewiese reicht. Die



frühere Plattform am Lux-Guyer-Weg wurde mit einem Balkon zu einem neuen Aussichtspunkt erweitert. Das gesamte langgestreckte Areal wurde durch die Renovierung auch für den Durchgangsverkehr von Fussgängern und Velofahrern freundlicher gestaltet.
www.lettenareal.ch

■ DIE STADT ALS HERAUSFORDERUNG DES 21. JAHRHUNDERTS

Symposium auf der deutschen BUGA 05 sucht neue Perspektiven im Städtebau und fordert Experimentierfreude

Westend oder Hasenberg, Einfamilienhaus im Grünen oder Hochhaus, Single oder Familie? Multikulti oder abgeschottet im eigenen Kulturkreis? Und sind nicht auch längst ganz neue, andere Lebens- und Wohnstile gefragt – ein «Perspektivenwechsel»? In zehn Jahren werden 60 Prozent der Bevölkerung in der Stadt wohnen. «Das 21. Jahrhundert ist das Jahrhundert der Stadt», sagt UNO-Generalsekretär Kofi Annan, mit all den damit verbundenen Problemen und Herausforderungen. Nicht nur der gesellschaftliche Wandel, die demografische Entwicklung hin zu einer überalterten Bevölkerung, sondern auch wirtschaftliche Zwänge prägen in Zeiten knapper Kassen die Stadtentwick-

lung im 21. Jahrhundert. Die BUGA 05 mit der Messestadt Riem und dem Landschaftspark sind gute Beispiele dafür, wie man mit kleinen Mitteln Grosses machen kann», so der Münchner Oberbürgermeister Christian Ude. Alle Beteiligten artikulierten die Erkenntnis, dass die Zukunft der «Europäischen Stadt» in Deutschland nur dann nachhaltig und wirksam gestaltet werden kann, wenn alle Beteiligten an dieser Gemeinschaftsaufgabe mitwirken. Dies bekundeten sowohl die Vertreter der Kommunen und Ministerien als auch die immobilien- und wohnungswirtschaftlichen Akteure. Von Seiten der planenden und umweltgestaltenden Disziplinen wurde stellvertretend von Seiten des Präsidenten der Bundesarchitektenkammer, Prof. Arno S. Schmid, betont, dass in diesem Kontext ganz neue und komplexere Gestaltungs- und Steuerungsaufgaben auf die Stadtplaner, Architekten und Landschaftsarchitekten zukommen. Ermöglichen, Aktivieren, Steuern und Begleiten von Prozessen der Quartiers- und Stadtentwicklung rücken vor dem Hintergrund des Paradigmenwechsels in der Stadtplanung zunehmend ins Zentrum der Aufgaben. Im Rahmen der Diskussion kristallisierte sich die Herausforderung eines «Bündnisses für Stadtentwicklung» heraus. Höhepunkt des Symposiums war die Verleihung des Landschaftsarchitekturpreises des BDLA (Bund

Deutscher Landschaftsarchitekten) an Gilles Vexlard, der den zur Messestadt Riem gehörenden Landschaftspark gestaltet hat. Dort ist noch bis zum 9. Oktober die BUGA 05 zu Gast.

■ LANDART IM LANDSCHAFTSPARK GELLERTGUT

Die Christoph Merian Stiftung Basel besitzt etwa 900 Hektaren Land, davon viel Agrarflächen, Wald, Familiengärten und 46 Hektaren Grünflächen. Der Merian Park, Botanischer Garten in Brüglingen, ist mit 13 Hektaren die grösste Grünfläche der Stiftung. Der Landschaftspark Gellertgut ist seit den 1970er Jahren im Besitz der Stiftung. Beim Umbau des Gutes zu einer öffentlichen Parkanlage in den 1990er Jahren wurde die historische Substanz der Anlage erhalten, eine Verbindung ins Breite-Quartier geschaffen, der reiche Tier- und Pflanzenbestand erhalten und einige künstlerische Akzente gesetzt. Vom 10. Juni bis 30. September 2005 sind hier die Arbeiten von neun eingeladenen Künstlerteams zu besuchen. Hier wurde «Soft-Landart im Taschen-Format» praktiziert. Hier wurden aus Materialien, die vor Ort zu finden sind, Kunstwerke geschaffen, die nur an diesem Ort stehen können. Ziel ist, das Objekt jeweils optimal in die Landschaft zu integrieren und auf die Begebenheiten der Umwelt einzugehen. LandArt als Sprache: aus Blättern, Zweigen, Blüten entsteht etwas Neues. Die Materialien erhalten ein Eigenleben – bevor dann die Verrottung einsetzt. Das ist der Reiz an dieser Kunstform: Im Gegensatz zu anderen Kunstwerken können LandArt-Objekte nicht konserviert werden. Die Künstler möchten mit ihren Installationen zur bewussteren Betrachtung der Natur anregen. Der Landschaftspark, selber ein gartenarchitektonisches Kunstwerk, dessen ursprüngliche



Gestaltung Anfang des 19. Jahrhunderts nach englischem Vorbild geschaffen wurde, bleibt trotzdem ein Ort der Stille und des ruhigen Genusses. www.landart-basel.net

■ WASSERKANÄLE IM NOZONTAL

Die mittelalterlichen Wasserkanäle im Nozontal, am Jurafuss, sind im Kanton Waadt einzigartig.

Im sieben Kilometer langen Nozontal (Nozon, keltisch: Bach in einem Talgrund) liegt eine weite Anlage von Bewässerungs- und Industriekanälen. Der aus dem Nahen Osten überlieferte Wasserbau etablierte sich hier ab dem 13. Jahrhundert. Nach Archivplänen (1809–1967) existieren hier etwa 55 Kanäle, deren Länge von acht Metern bis über einen Kilometer reicht und insgesamt etwa 23 Kilometer lang ist. Die Wasserkraft trieb am Ufer des Nozons gelegene Schmieden, Mühlen, Sägereien und Ziegeleien an. Tiefgreifende Veränderungen in Landwirtschaft und Industrie machten die Kanäle all-

mählich überflüssig. Ohne Unterhalt und Pflege zerfiel das Kanalsystem. In den Gemeinden Romainmôtier und Croy liegen zurzeit etwa drei Kilometer offen, zusätzliche 14 Kilometer konnten 1996 erfasst werden. Des kulturellen Erbes bewusst, unternahm die Gemeinde Romainmôtier-Envy verschiedene Untersuchungen zur Wiederherstellung einiger Strecken für touristische Zwecke. Da diese die finanziellen Möglichkeiten sprengten und auf Widerstand stiessen, gab es seither keine Fortsetzung. Der Ortsverein (Société de Développement de Romainmôtier-Envy) ist weiterhin aktiv, diese kulturelle Besonderheit zu erhalten.

Das Gewässersystem

Oberhalb von Vaulion entspringt die Quelle des Nozons und fliesst im leichten Bogen südostwärts. In Pompaples, bei der Wasserscheide, wendet sich der Nozon nach Nordosten zur Orbe-Ebene und mündet in die Thielle. Durch das intensive Drainieren der landwirtschaftlichen Flächen tritt der Bach jährlich über die Ufer. In Trockenzeiten wird er stellenweise zum dünnen Rinnsal. Das historische Bewässerungssystem kann in drei Bereiche mit verschieden intensiver Nutzung unterteilt werden. Von der Quelle bis zum Battoir sollten die Kanäle das Wasser fassen, zur Entlastung des zweiten Teiles. Dieser, zwischen dem Battoir und Romainmôtier, ist ein feuchtes Quellgebiet. Das Talrelief bietet einen natürlichen Stauraum

Die Dänen Elsebeth Pedersen und Carsten Pindstrup knüpften aus Schilfrohr eine acht Meter hohe Skulptur (oben).

Einem Vogel gleich sammelt Anson Low Chiok Liang aus Singapur feine Äste und schafft daraus ein filigranes Geflecht.

Photos: Werner Beetschen

Das historische Kanalsystem in der Region Romanmôtier Croy bedarf der Inwertsetzung.



für Regen- und Schmelzwasser. Hier hatten die Kanäle vermutlich die Funktion der Entwässerung, insbesondere zur Trockenlegung des Baugrundes für die Klosterabtei Romainmôtier. Zuletzt, von Romainmôtier nach Croy, weitet sich das Tal in eine Kulturlandschaft, die durch die Wasserläufe in klare Räume wie Wald, Gärten, Obstwiesen und Grünland gegliedert wird.

Schutzbedarf

Wie kann dieses herausragende kulturelle Erbe zeitgemäss und ganzheitlich erhalten werden? Die Klosterabtei Romainmôtier gilt als Baudenkmal, das kulturwissenschaftlich dokumentiert und baulich saniert wird. Die Kulturlandschaft jedoch, als Grundlage der Baukunst, ist noch unerforscht und bedarf der Inwertsetzung. Stefanie Bracher, Christiane Sörensen, sbracher@tiscalinet.ch

■ **GÄRTEN UND IHRE MENSCHEN**

Im Rahmen der Festivitäten rund um die Eröffnung des restaurierten Klosterhofgartens in Muri wurden in einer Ausstellung zehn aussergewöhnliche Oberfreiemter-Gärten vorgestellt, welche nach verschiedenen Themen ausgewählt wurden. Ein Garten mit Skulpturen, ein «naturnaher Garten», ein Garten mit «Kraftorten», ein «Hexenkräutergarten», der «verwunschene Garten» eines Dichterpaares, eine gartenarchitektonisch genau geplante Anlage, ein «Bauerngarten», ein Garten mit Blumen zum Selberpflücken, ein Garten mit «verschiedenen Räumen» und – nicht zuletzt – ein «Biergarten». Sie gehören Menschen, die eine besondere Beziehung zum Reich um ihr Haus herum haben: Der Garten ist wichtiger Bestandteil ihres Lebens, zeichnet sich durch spezielle Architektur oder Bepflanzung aus und wird gehegt, gepflegt und genossen. Die

Besitzerinnen und Besitzer haben ganz bestimmte Ideen, die sie verwirklichen wollen, und widmen dem Gärten einen grossen Teil ihrer Freizeit.

■ **GERINGE SCHNEEFÄLLE ALS URSACHE DES GLETSCHER-RÜCKGANGES**

Zum Abschmelzen der Gletscher in den letzten 150 Jahren haben neben der Erwärmung des Klimas auch geringere Winterniederschläge beigetragen. Das ist das Ergebnis einer Studie von Forschern des «Laboratoire de glaciologie et géophysique de Grenoble/F» und der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich/CH, die in den «Geophysical Research Letters» erschienen ist. In der kleinen Eiszeit von 1550 bis 1850 hatten sich die Gletscher in den Alpen stark ausgebreitet, um danach schnell kleiner zu werden. Vor allem der starke Zuwachs zwischen 1760 und 1830 hatte bisher Rätsel aufgegeben, da die mittleren Sommertemperaturen zu dieser Zeit höher lagen als im 20. Jahrhundert. Die Studie zeigt, dass der Grund hierfür in den Winterniederschlägen liegt, die im Laufe des 19. Jahrhunderts um ein Viertel zurückgegangen sind. Für ihre Arbeit zogen die Forscher eine Reihe unterschiedlicher Datenquellen heran. Die ältesten Daten stammen vom Clariden-Gletscher in der Schweiz, der seit 1914 detailliert untersucht wird. Daneben werteten sie alte Karten aus, die die damals aktuelle Ausbreitung der Gletscher erkennen lassen. Fazit der Studie: Sollen sich die Gletscher in den Alpen trotz einer Temperaturerhöhung um ein Grad Celsius auf dem derzeitigen Stand stabilisieren, müssten die Winterniederschläge um 300 bis 400 Millimeter pro Jahr steigen.

Quelle: alpmedia

■ **WELTRAUMBEOBACHTUNG FÜR RISIKOMANAGEMENT IN DEN ALPEN**

Mittels Satelliteneinsatz soll das Risikomanagement für Erdbeben, Lawinen, Schlammlawinen und Überschwemmungen in den Alpenregionen verbessert werden. Dies ist das Ziel des neuen Forschungsprojekts ASSIST (Alpine Safety, Security and Information Services and Technologies), welches zurzeit im Zuge der europäischen Initiative «Globale Umwelt- und Sicherheitsüberwachung» (GMES) eingeleitet wird. Die sieben Projektpartner aus Österreich, Deutschland, Italien und der Schweiz wollen verallgemeinerbare Ansätze erarbeiten und testen, um Daten für die Risikovorhersage und das Risikomanagement zu generieren und zu vernetzen. Zwar fokussiert das Projekt auf den Alpenraum, die Resultate sollen jedoch auch auf andere Gebirgsregionen übertragbar sein. Alleine in der EU machen Gebirgsregionen rund 30 Prozent des gesamten Territoriums aus, wo etwa 30 Millionen Menschen leben. Quellen und Infos: <http://dbs.cordis.lu/news/de/home.html>

■ **LE ROYAUME DE NEK CHAND**

La Ville de Chandigarh abrite le deuxième monument le plus visité de l'Inde après le Taj Mahal. Il s'agit du «Rock Garden» (Le jardin des pierres), un jardin féérique de 12 hectares, commencé dans la clandestinité par Nek Chand qui y travaille depuis plus de 50 ans. A l'initiative de la Collection de l'Art Brut à Lausanne, 6 expositions simultanées, un livre illustré et un film feront connaître Nek Chand et le Rock Garden au public européen. Historique du jardin
Dans les années cinquante, Nek Chand (né en 1924) est transféré à Chandigarh pour travailler sur le projet urbanistique de Le Corbusier

où il est embauché comme «Road Inspector», responsable de la construction des routes. Chaque soir, après avoir accompli ses tâches professionnelles, il part à bicyclette jusqu'aux contreforts de l'Himalaya, montagnes considérées comme la résidence des Dieux. Il y ramasse des pierres, dotées, selon lui, de la présence d'une vie. Ces pierres constituent le matériau premier de ses sculptures. Il les dépose dans un terrain vague de Chandigarh qu'il s'est approprié et qu'il a débarrassé de sa végétation dense et sauvage. Par ailleurs, il collecte une myriade d'objets usagés et de déchets récupérés dans les décharges et les chantiers de la ville en construction: des fragments de céramique et des prises électriques usagées notamment, ainsi que des pièces détachées de vélos. Toutes les nuits, Nek Chand regagne sa clairière clandestine. Il y assemble ces divers éléments à l'aide de mortier pour confectionner des sculptures grandeur nature représentant des personnages et des animaux. Il les place peu à peu sur ce terrain de contrebande qu'il aménage et développe au fil du temps, semant et cultivant patiemment de jeunes plantations. En 1975, les autorités, qui souhaitent étendre la ville, tombent par surprise sur ce lieu extraordinaire construit dans une parfaite illégalité. Faisant preuve de compréhension et d'esprit d'ouverture, le gouvernement confie à Nek Chand le développement du jardin et nationalise le site en 1976. Désormais salarié, l'artiste peut alors se consacrer entièrement à son œuvre.

L'âme des matériaux

En allant puiser dans les décharges et sur les chantiers de Chandigarh, Nek Chand récupère les déchets et construit avec des restes. Il met en avant des valeurs spirituelles et religieuses. Il privilégie les détritiques pour leurs qualités techniques et pour leur valeur esthétique, mais l'usage qu'il en fait répond également à des préoccupations écologiques et philosophiques. Attentif aux questions de matériaux, d'éner-

gie et d'environnement, Nek Chand construit un jardin autarcique. En profonde relation avec le cosmos, il crée le Rock Garden entre le ciel et la terre, célébrant des alliances originelles, telluriques et stellaires. Dans ce jardin, le minéral et le végétal sont dotés d'une âme, selon Nek Chand. L'artiste les a réunis pour donner naissance à son jardin habité de divinités. Le jardin compte plusieurs cours, un grand palace, des minarets, son village, ses temples et ses théâtres de plein air.

Le devenir du jardin

L'artiste a entrepris de former des ouvriers. Ceux-ci reconnaissent en lui un maître et pensent appliquer et respecter sa parole. Mais Nek Chand, en leur enseignant un savoir faire et en déléguant des tâches, leur a donné les moyens et la liberté de manifester leur propre créativité. Ils se sont désormais émancipés du maître et sont des artistes à part entière: la transmission est assurée. A mille lieues de la conception occidentale, selon laquelle l'artiste est perçu et se perçoit comme un être d'exception, Nek Chand se voit simplement comme un être par lequel passe la lumière divine.

www.nekchand.com

■ FORSCHUNGSKOLLOQUIUM GESTALT LANDSCHAFT SCHWEIZ

Landschaft quo vadis?
In Sorge um die Entwicklung unserer Landschaften trafen sich am Forschungskolloquium Gestalt Landschaft Schweiz am 18. Mai in Bern erstmals Fachleute verschiedener Disziplinen aus Praxis, Wissenschaft und Verwaltung zur Diskussion über Forschungsstand und Perspektiven. Im Zentrum der Betrachtung stand die ästhetische und gestalterische Qualität der Landschaft. Dieser wird bis heute zu wenig Beachtung geschenkt, obschon sie für die Lebensqualität und das



«Le Royaume de Nek Chand» à Chandigarh.

Wohlbefinden der Bevölkerung in ihrem Lebensraum, aber auch für die Wettbewerbsfähigkeit des Tourismuslandes und Wirtschaftsstandortes Schweiz von zentraler Bedeutung ist. Der Einladung einer Initiativgruppe aus dem Bund Schweizer Landschaftsarchitekten, dem Netzwerk Stadt und Landschaft der ETH Zürich, der Eidgenössischen Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft (WSL), der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz sowie der Bundesämter für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) sowie für Raumentwicklung (ARE) waren rund 50 Landschaftsarchitekten, Raumplaner, Landschaftsökologen, Soziologen, Ökonomen und Kulturwissenschaftler gefolgt.

Die Sorge der Fachleute

Eine gesamträumliche Betrachtung der Schweizer Landschaften und ihre gezielte Entwicklung wurde von allen Teilnehmern für notwendig erachtet. Sie brachten das Bedürfnis nach verstärkter Forschung, intensiverem Austausch und disziplinenüberschreitender Zusammenarbeit zum Ausdruck. Angesichts der raschen und grossräumigen Entwicklungen wie Suburbanisierung, Strukturwandel in der Land- und Forstwirtschaft, Vergandung u.a. wird eine Verantwortung für die Gestalt und Gestaltung der Schweizer Landschaften vermisst. Landschaften

drohen ihren Charakter und ihre Qualitäten zu verlieren, gesichtslos und austauschbar zu werden, als kulturelles Erbe aus dem gesellschaftlichen Bewusstsein zu verschwinden. Die ästhetischen und gestalterischen Qualitäten der Landschaft führen bis heute selbst in den entsprechenden Gesetzgebungen wie Natur- und Heimatschutzgesetz oder Raumplanungsgesetz nur ein Schattendasein. Lücken und Forschungsbedarf für Handlungsperspektiven, Diskussions- und Entscheidungsgrundlagen zu Handen Gesellschaft und Politik wurden deutlich.

Perspektiven der Landschaftsgestaltung

Neue Ansätze und Perspektiven der Forschung sind gefragt: In Zukunft wird es nicht mehr ausreichen, die Landschaft einzig durch das Vorgehen verschiedener Akteure aus den Sektoralpolitiken entwickeln und verändern zu lassen, die ihrer Gestalt kaum Aufmerksamkeit schenken. Ausformulierte Qualitätsziele und gestalterische Kriterien müssen bewusste, integrale Bestandteile aller landschaftsverändernden Prozesse werden. Aufmerksamkeit und Sensibilität für die Landschaft sind Voraussetzung für ihre gestalterische Entwicklung. Die Information und Sensibilisierung der betroffenen Bevölkerung sowie die zielorientierte Aus- und Weiterbildung der Akteure sind Voraussetzung für einen nachhaltigen Umgang mit Landschaft.

Die gesamträumliche Gestaltung der Landschaft bedarf einer Zusammenarbeit, welche die Grenzen der Fachdisziplinen überschreitet, um weitere Ansätze, Methoden und Instrumente für eine grossräumige Gestaltung Schweizer Landschaften zu entwickeln. Landschaftsgestaltung ist eine Aufgabe der interkommunalen, interkantonalen und – gegebenenfalls – die Landesgrenzen überschreitenden Zusam-

menarbeit. Als öffentliche Aufgabe liegt die Landschaftsgestaltung in der Verantwortung aller.

Forum zu Gestalt und Gestaltung Schweizer Landschaften

Um den am Forschungskolloquium begonnen Austausch, die Diskussion und Zusammenarbeit fortzusetzen, wollen die Teilnehmer des Kolloquiums ein «Forum Landschaft Schweiz» gründen und haben ein Initiativkomitee für die Vorbereitung gebildet. Die Ziele des Forums werden sein:

- die Wahrnehmung von Landschaft und die aktive Landschaftsgestaltung in der Öffentlichkeit und bei den Akteuren zu thematisieren;
- die Bedeutung der Landschaft in der Forschung zu fördern und den Austausch sowohl zwischen den verschiedenen Disziplinen, die sich mit Landschaft und Gestaltung beschäftigen, als auch zwischen Forschung und Praxis zu unterstützen sowie die Ressourcen zielgerichtet und effektiv einzusetzen;
- die öffentliche Diskussion über die Landschaft der Schweiz zu fördern, um auf die politischen Prozesse und auf die konkreten landschaftsrelevanten Entscheidungen Einfluss zu nehmen.

Das Forum soll im Jahr 2006 seine Arbeit aufnehmen.

Weitere Informationen unter www.sanu.ch/landschaft.html

Nicole Bolomey, Maya Kohte

COLLOQUE SCIENTIFIQUE VISAGE PAYSAGE SUISSE

Paysage, quo vadis? Inquiets du développement de nos paysages, des spécialistes tant praticiens que scientifiques et membres de l'administration se sont rencontrés pour la première fois à Berne, le 18 mai dernier dans le cadre du colloque scientifique Visage paysage suisse en vue d'un débat sur l'avancement de la recherche et ses perspectives. La qualité esthétique et le potentiel

d'aménagement du paysage se trouvaient au cœur de la réflexion. Ces points n'ont pas reçu à ce jour l'attention qu'ils méritaient, quoiqu'ils soient d'une importance cruciale pour la qualité de vie et le bien-être de la population, mais également pour la compétitivité de la Suisse dans les domaines du tourisme et de l'économie. Une cinquantaine de spécialistes, architectes-paysagistes, urbanistes, écologistes, sociologues, économistes et historiens ont répondu à l'invitation d'un groupe initiateur réunissant la Fédération suisse des architectes paysagistes, le Réseau ville et paysage de l'EPF Zurich, l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, ainsi que l'Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage (OFEP) et celui de l'aménagement du territoire (OFAT). Tous les participants ont souligné la nécessité d'une recherche renforcée, d'un échange plus intensif et d'une collaboration transdisciplinaire en vue d'une approche globale du paysage et d'un développement planifié. Le paysage suisse, que ce soit dans l'espace urbain ou rural, ne doit plus rester le produit fortuit d'un mode de pensée sectoriel et d'actions des acteurs les plus divers. Une approche originale, des perspectives de recherche innovantes et des impulsions nouvelles sont nécessaires. L'échange ainsi amorcé doit être poursuivi dans le cadre d'un forum national. Le but de ce groupement informel, qui doit débiter son travail en 2006, est d'encourager le dialogue entre les différentes disciplines de recherche, les autorités et les praticiens, afin de conférer plus de poids à l'esthétique du paysage et de renforcer l'attention du public.

Nicole Bolomey, Maya Kohte